



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08011 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 27/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METAL BLANC SA

48 rue Pasteur
08230 Bourg-Fidèle

Références : E2-LaP/JoL-N° 24/307
Code AIOT : 0005701056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement METAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un signalement portant sur un problème d'odeurs a été reçue par la DREAL le 11/07/2024. Ce sujet a donc été abordé lors de l'inspection.

D'autre part, un exercice incendie a été simulé lors de la visite. Le scénario choisit par l'Inspection est l'incendie du stockage de polypropylène. Seul le déroulé de la chaîne d'alerte a été contrôlé, donc sans mise en œuvre des moyens d'extinction et sans appel des secours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle
- Code AIOT : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Métal Blanc exploite une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024,
- Risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rôle du POI	Code de l'environnement du 11/07/2024, article L. 515-41	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Premiers prélèvements environnementaux et remise en état et nettoyage	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 7.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 5	Sans objet
3	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection plusieurs non-conformités :

- l'absence de certains éléments dans le POI concernant les premiers prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'accident et la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur ;
- les ressources en eau en cas d'incendie sont insuffisantes.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à M. le Préfet sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rôle du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2024, article L. 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, Rôle du POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. [...] L'exploitant tient à jour ce plan.
Constats : L'exploitant a présenté la dernière version de son Plan d'Opération Interne (POI), en date du 17/01/2024. Il contient globalement les éléments demandés, excepté certains éléments requis concernant les premiers prélèvements environnementaux à réaliser et la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur (cf constat n°3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du POI
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. [...]
Constats : L'exercice réalisé lors de la visite d'inspection a permis de vérifier la bonne mise en œuvre des procédures existantes. Le scénario choisit par l'Inspection est l'incendie non maîtrisable du stockage de polypropylène. Seul le déroulé de la chaîne d'alerte a été contrôlé, donc sans mise en œuvre des moyens d'extinction et sans appel des secours. L'exploitant a globalement déroulé les actions à réaliser, conformément au schéma d'alerte de son POI : levée de doutes, tentative de maîtrise de l'incendie à l'aide d'extincteurs (simulation), évacuation du site (simulation), information de la non maîtrise de l'incendie au manager concerné, déclenchement du POI par le manager, appel de l'astreinte Socotec pour prélèvements environnementaux (simulation), nomination du relais terrain et de l'agent de communication, mise en place de 2 opérateurs aux entrées du site (simulation), coupure des énergies (simulation), appels aux secours et à l'administration (simulation) et recensement des personnes présentes (simulation). Les points d'amélioration suivants sont néanmoins à noter : <ul style="list-style-type: none">- l'agent de communication a oublié de faire mention du registre des personnes extérieures lors de l'appel des personnes présentes ;- l'exploitant a choisi d'utiliser des talkies-walkies afin de communiquer sur site, notamment entre le DOI (Directeur des Opérations Internes) et le relais terrain. Il a été constaté des difficultés dans l'utilisation des talkies-walkies qui pourraient, en conditions réelles, empêcher la communication entre ces personnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Premiers prélèvements environnementaux et remise en état et nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux et remise en état et nettoyage
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. [...]

Constats :

Premiers prélèvements environnementaux

Le plan d'opération interne précise qu'en cas de situation incidentelle/accidentelle (incendie), la société Socotec peut intervenir pour réaliser des prélèvements environnementaux - milieux air, eaux, sols,... pour une mise en œuvre en 3 à 6 heures (un contrat a été passé avec cette société).

A l'intérieur du site, l'exploitant a indiqué disposer de jauges Owen (retombées atmosphériques uniquement).

Les substances retenues dans le POI sont le fluorure d'hydrogène (HF), le plomb, les oxydes de plomb (PbO et PbO₂), le dioxyde de soufre (SO₂), le chlorure d'hydrogène (HCl), les composés organiques volatiles (COV) et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Cependant, l'exploitant ne donne pas les raisons pour lesquelles ces substances ont été choisies. Il est à noter que les dioxines et furanes (potentiellement formées en cas de feu de batteries), l'acide cyanhydrique (HCN, régulièrement retrouvé dans les milieux en cas d'incendie) et d'autres métaux lourds excepté le plomb déjà présent dans la liste (comme le cadmium par exemple) ne font pas partie des substances à rechercher alors qu'elles pourraient être émises. Concernant le cadmium, l'exploitant a précisé lors de l'inspection que des suivis avaient été réalisés sur ce paramètre et qu'il n'a pas été retrouvé dans les retombées notamment.

Il ne donne pas les raisons pour lesquelles les milieux air, eaux, sols,... ont été choisis.

Des points de prélèvement ont été pré-identifiés dans le POI pour le milieu air ambiant.

Le POI ne précise pas les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu. Cependant, son "road book astreinte Socotec" précise les équipements de prélèvement à mobiliser par substance pour le milieu "air ambiant" uniquement (excepté pour le chlorure d'hydrogène).

Par courriel du 26/07/2024, l'exploitant a apporté les éléments complémentaires suivants :

- il précise que les seuls phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers susceptibles d'être à l'origine de l'émission de substances toxiques ou odorantes sont l'incendie des stockages internes et externes de batteries, l'incendie du stockage de polypropylène et l'incendie des fours de réduction du plomb et des équipements de filtration ;

- concernant les polluants retenus, il a indiqué reprendre l'identification des substances toxiques susceptibles d'être émises lors du développement des phénomènes dangereux précités sur la base de la documentation existante afin de justifier les polluants retenus ;

- il indique que, concernant les milieux, les polluants retenus jusqu'à présent sont, à l'exclusion des poussières métalliques, des polluants gazeux. Il précise que pour ces derniers des prélèvements dans le milieu air sont les plus pertinents, ce milieu étant à prélever en priorité lors de la phase d'urgence. Les autres prélèvements (sols et végétaux) interviendraient dans une phase ultérieure d'accompagnement ou de suivi immédiat post accident car ces prélèvements ne se justifient qu'en présence de suies visibles sur les surfaces réalisés au moyen de lingettes selon la technique de l'essuyage. Ces éléments sont en effet précisés dans le "road book astreinte Socotec" ;

- compte tenu de la configuration de l'établissement et des aménagements existants, il indique que des prélèvements d'eaux d'extinction ne se justifient pas en phase d'urgence car celles-ci demeurent confinées sur le site.

Il est donc nécessaire que l'exploitant mette à jour son POI sur la base des éléments transmis par courriel et conformément à la prescription.

Remise en état et nettoyage de l'environnement après un accident majeur

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments concernant les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Par courriel du 26/07/2024, il a indiqué que :

- le seul accident majeur est l'incendie du stock de polypropylène avec un effet irréversible hors site atteignant une zone boisée ;

- il complètera son POI, pour chacune des cibles identifiées, avec l'identité et les coordonnées de sociétés compétentes pour agir en cas d'atteinte à l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...].
Constats : D'après le document D9 transmis par l'exploitant dans le cadre de la mise à jour de son étude de danger (en date du 21/09/2023), les besoins en eau du site s'élèvent à 210 m3/h pendant 2 heures. L'exploitant a indiqué que les 3 poteaux incendie, seuls moyens en eau actuellement disponibles, ont été contrôlés cette année. Il ressort de ce contrôle que les 3 poteaux incendie en simultané fournissent un débit global de 141 m3/h. Les ressources en eau disponibles sur site sont donc insuffisantes. Par courriel du 26/07/2024, il a transmis un devis signé pour l'achat d'une citerne souple de 240 m3. Il est en contact avec un prestataire pour l'installation de la réserve, sa prise d'eau, sa clôture et la réalisation d'une aire de pompage. Le SDIS a validé par courriel du 19/07/2024 l'emplacement de la réserve et de l'aire d'aspiration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.1.3
Thème(s) : Autre, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. [...]
Constats : Un signalement a été reçu par la DREAL le 11/07/2024 concernant des odeurs provenant de la société. Le plaignant indique notamment qu'il a appelé le téléphone d'astreinte de Métal Blanc mais que personne n'a répondu à son appel. L'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu d'appel sur le téléphone d'astreinte le 11/07 dernier et il a présenté l'historique des appels à l'Inspection. Il a précisé que son responsable production a reçu un appel sur son téléphone personnel à 16h30 ce jour-là et que des vérifications sur site ont été réalisées afin de chercher l'origine d'éventuelles odeurs. Aucune anomalie n'a été constatée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe 1 : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Arrêté n° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Métal Blanc à Bourg-Fidèle (08230)

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4786 délivré le 31 mars 2008 à la société Métal Blanc pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle à l'adresse suivante 48 rue Pasteur ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023/606 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé qui dispose : « [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

[...]

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. [...] » ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 ;

Vu l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé qui dispose : « L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...] » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du **date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du **date** ;

ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 18/07/2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :
 - a. Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux : dans le Plan d'Opération Interne (POI) de l'exploitant, il est à noter les éléments suivants :
 - i. En cas de situation incidentelle/accidentelle (incendie), la société Socotec peut intervenir pour réaliser des prélèvements environnementaux - milieux air, eaux, sols... pour une mise en œuvre en 3 à 6 heures (un contrat a été passé avec cette société) ;
 - ii. L'exploitant ne donne pas les raisons pour lesquelles les substances retenues ont été choisies. Certaines substances comme par exemple les dioxines et furanes (potentiellement formées en cas de feu de batteries), l'acide cyanhydrique (HCN, régulièrement retrouvé dans les milieux en cas d'incendie) et d'autres métaux lourds excepté le plomb déjà présent dans la liste (comme le cadmium par exemple) ne font pas partie des substances recherchées alors qu'elles pourraient être émises ;
 - iii. Le POI ne précise pas les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu. Cependant, le "road book astreinte Socotec" précise les équipements de prélèvements à mobiliser par substance pour le milieu "air ambiant" uniquement (excepté pour le chlorure d'hydrogène) ;
 - iv. Dans son POI, il ne donne pas les raisons pour lesquelles les milieux air, eaux, sols, ... ont été choisis mais, par courriel du 26/07/2024, il indique que les polluants retenus jusqu'à présent sont, à l'exclusion des poussières métalliques, des polluants gazeux. Il précise que pour ces derniers des prélèvements dans le milieu air sont les plus pertinents, ce milieu étant à prélever en priorité lors de la phase d'urgence. Les autres prélèvements (sols et végétaux) interviendraient dans une phase ultérieure d'accompagnement ou de suivi immédiat post accident. De plus, compte tenu de la configuration de l'établissement et des aménagements existants, il indique que des prélèvements d'eaux d'extinction ne se justifient pas en phase d'urgence car celles-ci demeurent confinées sur le site ;
 - v. Il est donc nécessaire que l'exploitant mette à jour son POI sur la base des éléments transmis par courriel et conformément à la prescription ;
 - b. Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur : le POI ne comprend pas les éléments demandés alors qu'un accident majeur a été identifié (incendie du stock de polypropylène) ;
 - c. Ressources en eau : d'après le document D9 transmis par l'exploitant dans le cadre de la mise à jour de son étude de danger (en date du 21/09/2023), les besoins en eau du site s'élèvent à 210 m³/h pendant 2 heures. L'exploitant a indiqué que les 3 poteaux incendie, seuls moyens en eau actuellement disponibles, ont été contrôlés cette année. Il ressort de ce contrôle que les 3 hydrants en simultané fournissent un débit global de 141 m³/h. Les ressources en eau disponibles sur site sont donc insuffisantes ;

2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé ;
3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où :
 - a. Un POI incomplet concernant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux pourrait, en cas d'accident, ne pas permettre la réalisation rapide de prélèvements environnementaux portant sur des substances pertinentes et ainsi ralentir la prise de décision en cas d'atteinte environnemental ;
 - b. L'absence d'éléments dans le POI concernant les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur pourrait ralentir la remise en état de l'environnement et ainsi causer des dommages sur l'environnement et la santé ;
 - c. Des ressources en eau insuffisantes pourraient empêcher les services de secours d'éteindre un éventuel incendie ;
4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Métal Blanc de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 – La société Métal Blanc exploitant une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sise 48 rue Pasteur sur la commune de Bourg-Fidèle est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté en :

- précisant dans son POI :
 - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux sur l'ensemble des polluants pertinents, à l'intérieur et à l'extérieur du site, ainsi que l'ensemble des éléments associés exigés par la réglementation ;
 - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur ;
- disposant de ressources en eau suffisantes afin de pouvoir lutter contre un éventuel incendie.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société Métal Blanc.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Monsieur le Maire de la commune de Bourg-Fidèle ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL